

## Décision Modificative n°2 2023

### ■ Session du 17/10/2023

### ■ Avis présenté par Mme Anne BLANCHE, Rapporteuse générale du Budget, au nom de la Commission « Finances - Prospective »

*Entendues les interventions de MM. Yvic KERGROAC'H (CGT), Raymond DOIZON (CCIR), Claude LEVOYER (au nom du groupe Solidarités regroupant les Associations caritatives, l'APF, la CAF, la CIRFF, la CLCV, la CRSA, la FAS, les Acteurs de l'insertion par l'Economie, l'URAF et l'URIOPPS), de Mme Isabelle THOUMIN (CFDT), de MM. Jean-François TROUILLARD (MEDEF), Eric GIRARDEAU (U2P), Marc ROCHER (Chambre des métiers),*

*Entendue l'intervention de M. Laurent DEJOIE, Vice-Président du Conseil régional et Président de la Commission « Finances, ressources humaines, commande publique, affaires européennes et relations extérieures ».*

**76 votants : adopté par 73 pour, 0 contre, 3 abstentions.**

## Table des matières

---

|   |    |
|---|----|
| Préambule et contexte.....  | 3  |
| 1. Synthèse.....  | 4  |
| 2. Analyse financière.....  | 6  |
| 2.1. L'épargne brute et l'épargne nette.....  | 6  |
| 2.2. L'emprunt d'équilibre prévisionnel .....   | 6  |
| 2.3. Les recettes.....  | 7  |
| 3. Les dépenses prévues pour mettre en œuvre les politiques publiques régionales..... | 8  |
| 3.1. Les autorisations de programme (AP) et d'engagement (AE) .....                   | 8  |
| 3.2. Les crédits de paiement d'investissement (CPI) et de fonctionnement (CPF) .....  | 9  |
| 3.3. Les restes à payer (RAP) .....   | 10 |
| 4. Observations des commissions thématiques du CESER.....                             | 11 |
| 4.1. Santé – Social (C2) .....  | 11 |
| 4.2. Économie – Emploi – Recherche – Innovation (C3) .....                            | 11 |
| 4.3. Infrastructures-Déplacements-Télécommunications-Énergie (C4) .                   | 12 |
| 4.4. Éducation-Formation tout au long de la vie-Métiers de demain (C6) .              | 13 |
| 4.5. Culture – Patrimoine – Sport – Tourisme – Vie associative (C7) .....             | 13 |
| 5. Les comptes des satellites.....  | 14 |
| 5.1. PAYS DE LA LOIRE PARTICIPATION.....  | 15 |
| 5.2. SOLUTIONS & CO - La SEM Régionale des Pays de la Loire.....                      | 18 |
| 5.3. SOLUTIONS & CO - La Société Publique Régionale des Pays de la Loire .....        | 20 |
| 5.4. SOLUTIONS & CO - Le GIE Solutions & CO .....                                     | 21 |
| 5.5. FONTEVRAUD .....   | 22 |
| 5.6. SEM CROISSANCE VERTE.....  | 27 |
| 5.7. Annexe 1 – Liste des 55 Entités liées .....                                      | 28 |

## Préambule et contexte

---

Cette Décision Modificative (DM) est la deuxième et dernière étape budgétaire de l'exercice 2023 permettant d'apporter des modifications au Budget Primitif (BP). Elle fait suite au Budget Supplémentaire (BS) dont l'objet s'est limité à prendre en compte l'excédent de résultat reporté de l'exercice 2022.

Dans ses avis du 13 décembre 2022 sur le BP 2023 et du 20 juin 2023 sur le BS 2023, le CESER a mis l'accent sur le contexte porteur de multiples incertitudes économiques, sociales et environnementales rendant les prévisions difficiles à opérer. L'inflation 2023 devrait s'établir à 5,8 % selon les prévisions de la Banque de France de septembre dernier<sup>1</sup> (vs. 4,7 % lors du vote du BP). Cette inflation forte et persistante aura nécessairement des impacts sur l'exécution budgétaire de la Région pour 2023 puis dans une moindre mesure sur le budget primitif 2024 (inflation 2024 projetée à 2,6 %).

Les décisions modificatives du BP 2023 (opérées à l'occasion de cette DM2) n'affecte qu'à la marge le niveau des dépenses votées en décembre 2022, conformément à la volonté affichée par la Région de stabiliser lors du BP l'ensemble des montants globaux et par conséquent de moins recourir à des DM en cours d'année.

---

<sup>1</sup> Banque de France, <https://publications.banque-france.fr/projections-macroeconomiques-septembre-2023#:~:text=Au%2Ddel%C3%A0%20des%20soubresauts%20des.en%20glissement%20annuel%20en%20juillet>

# 1. Synthèse

Cette DM2 ne modifie pas significativement les grands agrégats budgétaires :

| En M€                                  | BP 2023 | BS 2023 | DM2 2023 | BP 2023 post DM2 |
|--|---------|---------|----------|------------------|
| <b>Autorisations d'engagement (AE)</b> | 915,5   |         | 3,8      | <b>919,3</b>     |
| <b>Autorisations de programme (AP)</b> | 577,1   |         | 4,9      | <b>582,0</b>     |
| Dépenses d'investissement (CPI) a      | 827,1   |         |          | <b>827,1</b>     |
| Dépenses de fonctionnement (CPF) b     | 1 219,8 |         | 2,0      | <b>1 221,8</b>   |
| Recettes d'investissement c            | 361,1   |         |          | <b>361,1</b>     |
| Recettes de fonctionnement d           | 1 455,7 |         |          | <b>1 455,7</b>   |
| Epargne brute e=d-b                    | 235,9   |         | -2,0     | <b>233,9</b>     |
| <b>Résultat 2022</b>                   |         | 110,9   |          | <b>110,9</b>     |
| <b>Emprunt d'équilibre f=a-c-e</b>     | 230,0   | -110,9  | 2,0      | <b>121,1</b>     |

Les **autorisations d'engagement** (AE) sont en augmentation nette de 3,85 M€. Elles ne donnent lieu à aucun crédit de paiement en parallèle. Cette hausse résulte de nouvelles inscriptions relatives :

- Aux mobilités (3,3 M€) : pour les transports scolaires et interurbains, réguliers et à la demande, ces ajustements visent à faire face à la révision de prix comprise entre + 8,7 % et + 15,7 % en cumulé entre septembre 2022 et septembre 2023, à l'ajout de services de cars à la rentrée 2023, à la forte hausse de la fréquentation du transport à la demande, au financement du changement de motorisation des cars (1,7 M€) et la montée en puissance du plan covoiturage (1,6 M€) ;
- À l'abondement supplémentaire au titre de la compensation financière 2023 des transports maritimes réguliers publics de biens et de personnes pour la desserte de l'île d'Yeu, confiés en délégation de compétence par la Région au Département de la Vendée (0,5 M€).

Les **autorisations de programme** (AP) sont en augmentation nette de 4,85 M€.

Cette hausse résulte de nouvelles inscriptions pour 9,8 M€ relatives :

- Au financement de l'augmentation du coût des travaux sur le projet de restructuration du centre hospitalier de Saint-Nazaire pour accompagner l'offre de formation sanitaire et sociale (1,1 M€) et permettre le bouclage financier de l'opération de restructuration des ateliers du CFA et de l'URMA Vendée (4,1 M€) ;
- Au titre du développement économique, à l'accompagnement du dispositif « PDL redéploiement » pour faire face à la montée en puissance des demandes de prêts régionaux qui permettront aux entreprises, notamment industrielles, de boucler leurs plans de financement (3 M€) pour compléter une enveloppe déjà consommée ;
- Au titre du CPER 2015-2020, pour couvrir les besoins complémentaires de financement de deux opérations immobilières sous maîtrise d'ouvrage régionale pour LMAC (Le Mans Acoustique) et l'ENSAM (Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers) (0,9 M€) ;

- Au titre de la politique du patrimoine face au succès rencontré par le dispositif d'aide aux monuments historiques et édifices religieux (0,7 M€).

Ces nouvelles inscriptions sont compensées partiellement par des redéploiements à hauteur de 4,95 M€. Les principales AP annulées à l'occasion de cette DM2 concernent les volets :

- « Innovation / Accélérateur durable de notre économie » (3 M€) ;
- « Accompagner les talents et les ambitions collectives » (0,9 M€) ;
- « Projets de restauration du patrimoine ayant pris du retard » (0,7 M€).

S'agissant des **crédits de paiement**, aucune modification n'est intervenue sur la section d'investissement (CPI). En revanche, une dépense supplémentaire de fonctionnement (CPF) à hauteur de 2 M€ a été inscrite dans le cadre du financement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat aux agents de la Région.

Cela a pour effet de diminuer d'autant **l'épargne brute**, qui passe ainsi de 235,9 M€ (BP 2023) à 233,9 M€, et donc d'augmenter le **recours à l'emprunt** qui passe à 121,1 M€. Le recours à la dette (230 M€ lors du BP 2023) a déjà été réduit au moment du BS à 119,1 M€ compte tenu de l'excédent de trésorerie reporté de 2022. En effet, il convient de souligner que la Région a levé 235 M€ de dette en 2022, soit un montant supérieur de 66 M€ à l'emprunt d'équilibre nécessaire pour combler l'insuffisance de l'épargne nette (152 M€) et des recettes d'investissement (288 M€) pour couvrir les dépenses d'investissement (608 M€).

Le CESER note également la stabilisation de la **capacité de désendettement** à hauteur de 7,6 années et portera un regard attentif quant à l'examen de son évolution au cours des prochains exercices, en cohérence avec les orientations budgétaires présentées.

Par ailleurs, le CESER prend acte du transfert de propriété des biens acquis par la Région au Centre de ressources d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) au 31 décembre 2023 entraînant leur sortie de l'inventaire comptable de la Région.

## 2. Analyse financière

### 2.1. L'épargne brute et l'épargne nette

L'épargne brute et l'épargne nette prévisionnelles affichées dans la DM2 2023 s'élèvent respectivement à 233,9 et 115,6 M€ :

| En M€                          | BP 2022<br>post DM3 | CFU 2022     | BP 2023 | BS 2023 | DM2 2023    | BP 2023<br>post DM2 | Évolution<br>BP 2023 post<br>DM2 / BP 2023<br>(en %) |
|--------------------------------|---------------------|--------------|---------|---------|-------------|---------------------|--|
| Recettes de fonctionnement     | 1 413,7             | 1 414,7      | 1 455,7 |         |             | <b>1 455,7</b>      | 0,0%   |
| Dépenses de fonctionnement     | 1 179,8             | 1 140,1      | 1 219,8 |         | <b>2,0</b>  | <b>1 221,8</b>      | 0,2%   |
| = Épargne brute prévisionnelle | <b>233,9</b>        | <b>274,6</b> | 235,9   |         | <b>-2,0</b> | <b>233,9</b>        | -0,8%  |
| - Amortissement de la dette    | 125,0               | 123,4        | 118,4   |         |             | <b>118,4</b>        | 0,0%   |
| = Épargne nette                | <b>108,9</b>        | <b>151,2</b> | 117,6   |         | <b>-2,0</b> | <b>115,6</b>        | -1,7%  |

### 2.2. L'emprunt d'équilibre prévisionnel

L'inscription supplémentaire de 2 M€ en dépenses de fonctionnement affecte d'autant l'épargne nette et donc l'emprunt d'équilibre de l'exercice :

| En M€   | BP 2022<br>post DM3 | CFU 2022     | BP 2023      | BS 2023       | DM2 2023    | BP 2023<br>post DM2 |
|---|---------------------|--------------|--------------|---------------|-------------|---------------------|
| Epargne nette                                 | 108,9               | 151,2        | 117,6        |               | <b>-2,0</b> | <b>115,6</b>        |
| Recettes d'investissement                     | 344,1               | 287,7        | 361,1        |               |             | <b>361,1</b>        |
| Dépenses d'investissement hors dette          | 733,4               | 608,4        | 708,7        |               |             | <b>708,7</b>        |
| - dont Fonds européens                        | 195,7               | 111,4        | 213,6        |               |             | <b>213,6</b>        |
| - dont dépenses hors dette et fonds européens | 537,6               | 497,0        | 495,1        |               |             | <b>495,1</b>        |
| Report du résultat de l'exercice N-1          | 45,4                | 45,4         |              | 110,9         |             | <b>110,9</b>        |
| <b>Emprunt d'équilibre</b>                    | <b>169,0</b>        | <b>169,0</b> | <b>230,0</b> |               | <b>2,0</b>  | <b>232,0</b>        |
| <b>Emprunt réel</b>                           | <b>235,0</b>        | <b>235,0</b> | <b>230,0</b> | <b>-110,9</b> | <b>2,0</b>  | <b>121,1</b>        |

Sur la base des hypothèses retenues par la Région dans le cadre des orientations budgétaires 2024-2026 présentées également lors de la session d'octobre 2023, la capacité de désendettement projetée pour 2023 est de 7,6 années :

| Au 31 décembre (en M€)  | CA 2021      | CFU 2022     | CFU 2023*    | BP 2023<br>post DM2** |
|---|--------------|--------------|--------------|-----------------------|
| Stock de la dette (A)   | 1 969,4      | 2 081,0      | 2 073,0      | <b>2 083,7</b>        |
| Remboursement du capital de la dette  | 111,9        | 123,4        | 118,0        | <b>118,4</b>          |
| Intérêts de la dette  | 27,3         | 28,5         | 36,5         | <b>39,0</b>           |
| Emprunt annuel réalisé  | 265,0        | 235,0        | 110,0        | <b>121,1</b>          |
| Epargne brute (B)   | <b>215,6</b> | <b>274,6</b> | <b>273,0</b> | <b>233,9</b>          |
| Capacité de désendettement (A/B)  | <b>9,1</b>   | <b>7,6</b>   | <b>7,6</b>   | <b>8,9</b>            |
| <i>Capacité de désendettement moyenne des Régions selon la Cour des comptes</i> | <i>5,7</i>   | <i>5,5</i>   |              |                       |

\* information issue du ROB 2024-2026

\*\* sur la base d'un taux d'exécution de 100 %

Le CESER note la stabilisation de la capacité de désendettement à hauteur de 7,6 années et portera un regard attentif quant à l'examen de son évolution au cours des prochains exercices, en cohérence avec les orientations budgétaires présentées.

Le tableau précédent comporte une ligne indicative précisant la capacité de désendettement moyen des Régions.<sup>2</sup> Si la capacité de désendettement de la Région Pays de la Loire s'élève à 7,6 années (vs. 5,5 années en moyenne pour les Régions), la dynamique de réduction de cet indicateur est plus forte que la moyenne du bloc régional.

Pour autant, il convient de préciser s'agissant de données moyennes que cette comparaison doit être appréhendée au regard des politiques d'investissement passées et des choix d'externalisation d'activités (dans les entités liées) qui peuvent s'avérer différents d'une Région à l'autre.

## 2.3. Les recettes

Les recettes régionales à l'issue de la DM2 2023 restent inchangées par rapport au BP :

| Recettes (en M€)            | CA 2021 | CFU 2022 | CFU 2023 * | BP 2023 | BP 2023<br>post DM2 | Évolution<br>CFU 2023 * / BP<br>2023 post DM2<br>(en €) |
|-----------------------------|---------|----------|------------|---------|---------------------|---|
| <b>Fonctionnement</b>       | 1 345,9 | 1 414,7  | 1 432,7    | 1 455,7 | <b>1 455,7</b>      | <b>-23,0</b>  |
| <i>dont fonds européens</i> | 31,1    | 11,1     | 25,2       | 42,9    | 42,9                | -17,7   |
| <i>hors fonds européens</i> | 1 314,8 | 1 403,6  | 1 407,5    | 1 412,8 | 1 412,8             | -5,3  |
| <b>Investissement</b>       | 302,4   | 287,7    | 254,8      | 361,1   | <b>361,1</b>        | <b>-106,3</b>   |
| <i>dont fonds européens</i> | 115,9   | 127,4    | 118,9      | 215,9   | 215,9               | -97,0   |
| <i>hors fonds européens</i> | 186,5   | 160,3    | 135,9      | 145,2   | 145,2               | -9,3  |

\* information issue du ROB 2024-2026

<sup>2</sup> Cour des Comptes, <https://www.ccomptes.fr/system/files/2023-07/20230704-Fipulo-2023-Fasc-1.pdf>

Si aucune modification n'est intervenue en cours d'année pour modifier le montant des recettes inscrites au BP 2023, le CFU 2023 projeté par la Région dans son rapport d'orientations budgétaires 2024-2026 fait apparaître des recettes en diminution par rapport aux prévisions, respectivement de 23 M€ en fonctionnement et de 106,3 M€ en investissement.

Il convient toutefois de nuancer ces chiffres car la forte fluctuation provient essentiellement des fonds européens (pour 17,7 M€ en fonctionnement et 97 M€ en investissement). L'écart résiduel toutes sections confondues, hors fonds européens, serait de 14,6 M€.

### 3. Les dépenses prévues pour mettre en œuvre les politiques publiques régionales

Les autorisations de programme et d'engagement, ainsi que les crédits de paiement font l'objet d'observations et de commentaires détaillés de la part des commissions thématiques du CESER dans la partie 4 de cet avis. Ne sont repris ici que les éléments chiffrés de comparaison pour les grands agrégats de politiques régionales.

#### 3.1. Les autorisations de programme (AP) et d'engagement (AE)

Bien que les grands équilibres (épargne brute, épargne nette, endettement) résultant des décisions en matière de crédits de paiement à court terme (horizon d'une année), les décisions relatives aux AP et AE sont celles qui engagent le futur et traduisent la volonté politique de la Région.

Les tableaux ci-dessous présentent, par priorité régionale puis par commission sectorielle, les AP et AE avec les évolutions constatées à l'issue de la DM2 par rapport au BP 2023 :

| Autorisations de Programme et d'Engagement (en M€)                        | AP           |                  | AE           |                  | TOTAL          |                  | Évolution BP 2023 post DM2 / BP 2023 (en %) |
|---|--------------|------------------|--------------|------------------|----------------|------------------|---|
|   | BP 2023      | BP 2023 post DM2 | BP 2023      | BP 2023 post DM2 | BP 2023        | BP 2023 post DM2 |   |
| 1 - Agir en faveur de l'emploi et des entreprises                         | 170,4        | 171,1            | 287,5        | 287,5            | 457,9          | 458,7            | 0,2%  |
| 2 - Donner les meilleures chances de réussite à la jeunesse ligérienne    | 156,1        | 160,2            | 134,2        | 134,2            | 290,2          | 294,3            | 1,4%  |
| 3 - Promouvoir une écologie positive                                      | 137,2        | 137,2            | 449,0        | 452,8            | 586,2          | 590,0            | 0,6%  |
| 4 - Agir en proximité, pour un développement équilibré de nos territoires | 113,5        | 113,5            | 44,8         | 44,8             | 158,3          | 158,3            | 0,0%  |
| <b>TOTAL</b>  | <b>577,1</b> | <b>582,0</b>     | <b>915,5</b> | <b>919,3</b>     | <b>1 492,6</b> | <b>1 501,3</b>   | <b>0,6%</b>                                 |

| Autorisations de Programme et d'Engagement (en M€)   | AP           |                  | AE           |                  | TOTAL          |                  | Évolution BP 2023 post DM2 / BP 2023 (en %) |
|--|--------------|------------------|--------------|------------------|----------------|------------------|---|
|  | BP 2023      | BP 2023 post DM2 | BP 2023      | BP 2023 post DM2 | BP 2023        | BP 2023 post DM2 |   |
| 1 - Finances, ressources humaines, commande publique, affaires européennes et relations extérieures                                  | 41,9         | 41,9             | 7,6          | 7,6              | 49,5           | 49,5             | 0,0%  |
| 2 - Entreprises, développement international, numérique, croissance verte, tourisme, innovation, enseignement supérieur et recherche | 123,5        | 123,5            | 51,06        | 51,10            | 174,56         | 174,60           | 0,02%                                       |
| 3 - Jeunesse, emploi, formations, lycées et orientation  | 170,8        | 175,7            | 362,0        | 362,0            | 532,8          | 537,6            | 0,9%  |
| 4 - Infrastructures, transports et mobilités durables  | 101,9        | 101,9            | 436,9        | 440,7            | 538,8          | 542,6            | 0,7%  |
| 5 - Territoires, ruralité, environnement, transition écologique, eau, logement, infrastructures numériques, sécurité et santé        | 81,7         | 81,7             | 15,6         | 15,6             | 97,4           | 97,4             | 0,0%  |
| 6 - Agriculture, agro-alimentaire, alimentation, forêt, pêche et mer   | 35,1         | 35,1             | 8,7          | 8,7              | 43,8           | 43,8             | 0,0%  |
| 7 - Culture, sport, vie associative, bénévolat, solidarités, civisme et égalité hommes-femmes  | 22,3         | 22,3             | 33,6         | 33,6             | 55,9           | 55,9             | 0,0%  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>577,1</b> | <b>582,0</b>     | <b>915,5</b> | <b>919,3</b>     | <b>1 492,6</b> | <b>1 501,3</b>   | <b>0,6%</b>                                 |



Les **autorisations d'engagement** (AE) sont en augmentation nette de 3,85 M€. Elles ne donnent lieu à aucun crédit de paiement en parallèle. Cette hausse résulte de nouvelles inscriptions relatives :

- Aux mobilités (3,3 M€) : pour les transports scolaires et interurbains, réguliers et à la demande, ces ajustements visent à faire face à la révision de prix comprise entre + 8,7 % et + 15,7 % en cumulé entre septembre 2022 et septembre 2023, à l'ajout de services de cars à la rentrée 2023, à la forte hausse de la fréquentation du transport à la demande, au financement du changement de motorisation des cars (1,7 M€) et la montée en puissance du plan covoiturage (1,6 M€) ;
- À l'abondement supplémentaire au titre de la compensation financière 2023 des transports maritimes réguliers publics de biens et de personnes pour la desserte de l'île d'Yeu, confiés en délégation de compétence par la Région au Département de la Vendée (0,5 M€).

Les **autorisations de programme** (AP) sont en augmentation nette de 4,85 M€. Cette hausse résulte de nouvelles inscriptions pour 9,8 M€ relatives :

- Au financement de l'augmentation du coût des travaux sur le projet de restructuration du centre hospitalier de Saint-Nazaire pour accompagner l'offre de formation sanitaire et sociale (1,1 M€) et permettre le bouclage financier de l'opération de restructuration des ateliers du CFA et de l'URMA Vendée (4,1 M€) ;
- Au titre du développement économique, à l'accompagnement du dispositif « PDL redéploiement » pour faire face à la montée en puissance des demandes de prêts régionaux qui permettront aux entreprises, notamment industrielles, de boucler leurs plans de financement (3 M€) ;
- Au titre du CPER 2015-2020, pour couvrir les besoins complémentaires de financement de deux opérations immobilières sous maîtrise d'ouvrage régionale pour LMAC et l'ENSAM (0,9 M€) ;
- Au titre de la politique du patrimoine face au succès rencontré par le dispositif d'aide aux monuments historiques et édifices religieux (0,7 M€).

Ces nouvelles inscriptions sont compensées partiellement par des redéploiements à hauteur de 4,95 M€. Les principales AE annulées à l'occasion de cette DM2 concernent les volets :

- « Innovation / Accélérateur durable de notre économie » (3 M€) ;
- « Accompagner les talents et les ambitions collectives » (0,9 M€) ;
- « Projets de restauration du patrimoine ayant pris du retard » (0,7 M€).

### **3.2. Les crédits de paiement d'investissement (CPI) et de fonctionnement (CPF)**

Cette DM2 2023 comporte un seul ajustement des crédits votés lors du BP. Il s'agit d'une inscription de 2 M€ sur la section de fonctionnement (CPF) afin de pouvoir financer la prime

exceptionnelle de pouvoir d'achat aux agents de la Région<sup>3</sup> (en l'attente de la publication du décret pour la fonction publique territoriale).

Cette dépense supplémentaire constitue l'unique modification budgétaire apportée au BP 2023 durant l'année et représente une augmentation de 0,2 % des CPF au global.

### 3.3. Les restes à payer (RAP)

Les autorisations de programme (investissement) et d'engagement (fonctionnement) peuvent donner lieu à des crédits de paiement sur plusieurs exercices, en particulier s'agissant des investissements. Par conséquent, les crédits de paiement d'une année N se rapportent en partie à des engagements pris antérieurement et des autorisations de programme pourront ne donner lieu à des décaissements qu'en N+1 ou lors des exercices ultérieurs.

Le tableau ci-dessous montre les restes à payer classé par priorité de la Région :

| Restes à payer (RAP) en investissement (en M€)                            | RAP au 31/12/2022 | AP 2023      | TOTAL (A)      | CPI 2023 (B) | Reste à payer  | %           | Ratio (A/B)    |
|---|-------------------|--------------|----------------|--------------|----------------|-------------|----------------|
| 1 - Agir en faveur de l'emploi et des entreprises                         | 357,5             | 171,1        | 528,6          | 110,8        | 417,8          | 20,9%       | 4,8 ans        |
| 2 - Donner les meilleures chances de réussite à la jeunesse ligérienne    | 541,6             | 160,2        | 701,7          | 165,9        | 535,8          | 26,8%       | 4,2 ans        |
| 3 - Promouvoir une écologie positive                                      | 421,9             | 137,2        | 559,1          | 121,9        | 437,2          | 21,9%       | 4,6 ans        |
| 4 - Agir en proximité, pour un développement équilibré de nos territoires | 700,6             | 103,5        | 804,0          | 198,0        | 606,0          | 30,3%       | 4,1 ans        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>2 021,5</b>    | <b>572,0</b> | <b>2 593,5</b> | <b>596,6</b> | <b>1 996,9</b> | <b>100%</b> | <b>4,3 ans</b> |

Les montants des RAP sont répartis de manière assez équilibrée entre chaque priorité. La plus grande proportion concernant la priorité n°4 provient des dépenses d'investissement à financer par des fonds européens, la programmation 2021-2027 ayant été inscrite en AP de façon significative dès le BP 2022.

Le délai de décaissement de ces RAP, sur la base d'un niveau de CPI similaire à 2023 pour les exercices suivants, serait à l'issue de cette DM2 2023 de 4,3 années (vs. 4,5 lors du BP 2023). Ce délai évolue peu par rapport aux années passées.

La déclinaison des restes à payer par commission sectorielle de la Région est la suivante :

| Restes à payer (RAP) en investissement (en M€)   | RAP au 31/12/2022 | AP 2023      | TOTAL (A)      | CPI 2023 (B) | Reste à payer | %           | Ratio (A/B)    |
|--|-------------------|--------------|----------------|--------------|---------------|-------------|----------------|
| 1 - Finances, ressources humaines, commande publique, affaires européennes et relations extérieures                                  | 486,3             | 31,9         | 518,2          | 120,5        | 397,7         | 19,9%       | 4,3 ans        |
| 2 - Entreprises, développement international, numérique, croissance verte, tourisme, innovation, enseignement supérieur et recherche | 267,6             | 123,5        | 391,1          | 79,7         | 311,5         | 15,6%       | 4,9 ans        |
| 3 - Jeunesse, emploi, formations, lycées et orientation  | 574,0             | 175,7        | 749,6          | 171,9        | 577,7         | 28,9%       | 4,4 ans        |
| 4 - Infrastructures, transports et mobilités durables  | 327,1             | 101,9        | 428,9          | 95,0         | 333,9         | 16,7%       | 4,5 ans        |
| 5 - Territoires, ruralité, environnement, transition écologique, eau, logement, infrastructures numériques, sécurité et santé        | 264,4             | 81,7         | 346,1          | 81,9         | 264,3         | 13,2%       | 4,2 ans        |
| 6 - Agriculture, agro-alimentaire, alimentation, forêt, pêche et mer   | 69,3              | 35,1         | 104,5          | 30,8         | 73,7          | 3,7%        | 3,4 ans        |
| 7 - Culture, sport, vie associative, bénévolat, solidarités, civisme et égalité hommes-femmes  | 32,7              | 22,3         | 55,0           | 16,9         | 38,1          | 1,9%        | 3,3 ans        |
| <b>TOTAL</b>   | <b>2 021,5</b>    | <b>572,0</b> | <b>2 593,5</b> | <b>596,6</b> | <b>1996,9</b> | <b>100%</b> | <b>4,3 ans</b> |

Le délai de décaissement par commission sectorielle (CS) oscille entre 3,3 et 4,9 années. S'agissant de cette analyse sectorielle, elle est à mettre en perspective avec l'inscription des fonds européens en totalité dans la CS1.

<sup>3</sup> Service-Public.fr, <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A16706>

## 4. Observations des commissions thématiques du CESER

---

### 4.1. Santé – Social (C2)

#### *Formations sanitaires et sociales*

Le CESER salue l'augmentation des moyens à hauteur de 1 100 000 € en autorisation de programme (E502 : Déployer des formations sanitaires et sociales de qualité), nécessaires pour adapter le soutien aux projets d'investissement capacitaire des instituts de formations sanitaires et sociales, et qui permettront à terme de répondre à la satisfaction des besoins.

#### *Promouvoir l'égalité, le civisme et l'engagement*

Le CESER prend note du redéploiement de 235 000 € d'autorisation d'engagement de la ligne S105 « Promouvoir l'égalité, le civisme et l'engagement », initialement dédiés à la lutte contre le gaspillage alimentaire, vers des lignes budgétaires dédiées à la culture et au sport.

Alors que les demandes d'aide sont à la hausse et que les entreprises constatent l'augmentation du nombre de salariés en difficulté financière, les dispositifs utilisés par la Région démontrent là toutes leurs limites. Une subvention de 235 000 € répartie entre les associations qui agissent au quotidien et répondent ainsi aux besoins, aurait permis d'utiliser ces fonds conformément à leur première affectation.

Le CESER s'interroge sur la diminution depuis 2 ans des moyens alloués aux actions dédiées à la promotion de l'égalité, du civisme et de l'engagement (diminution d'environ 25% entre le BP2023 après DM2 et le BP2022 après DM3) qui sont fondamentales pour la cohésion sociale dans la région. Il attend de voir comment le Budget 2024 traduira les ambitions régionales.

### 4.2. Économie – Emploi – Recherche – Innovation (C3)

#### *Commission sectorielle 2 de la Région*

La Décision Modificative propose des évolutions à la marge par rapport au Budget Primitif 2023 liées des transferts de crédits budgétaires de 3 900 000 € en AP et d'une dotation de 40 000 € en AE.

Les transferts de crédits s'élèvent à 3 M€ concernant la réindustrialisation durable du territoire (ligne E100) avec un besoin de financement supplémentaire d'entreprises notamment par des prêts mais aussi en soutien suite à la crise pour des entreprises en tension.

Ce montant est pris sur la ligne E102 (faire de l'innovation un accélérateur de la transition durable) non consommée à ce stade concernant l'innovation, accélérateur de la transition durable. Ce redéploiement n'apparaît pas comme une remise en cause des politiques publiques sur l'innovation mais vise à répondre rapidement aux besoins financiers des entreprises et à bénéficier de crédit de l'Etat qui intervient en co-financement.

Par ailleurs, un redéploiement de 900 000€ du programme E400 vers le programme E401 concernant l'investissement sur les campus régionaux est proposé. L'opération concerne la réhabilitation et l'extension du laboratoire acoustique de l'université du Mans et la construction

d'une halle d'essais et de caractérisation pour les matériaux au bénéfice de l'ENSAM ; ces deux opérations étant inscrites dans le cadre du CPER 2015-2020.

Enfin une dotation supplémentaire de 40 000€ est proposée en actions à l'international liée à des dépenses nouvelles cette année, dont l'augmentation décidée par l'Etat avec effet rétroactif des indemnités de Volontariat International en Entreprises (VIE) (+70 000 €).

### ***Commission sectorielle 6 de la Région***

Par ailleurs, sans incidences financières nouvelles, la Région prend en compte le nouveau règlement régional lié à 2 dispositifs :

- L'aide à la transformation de produits agricoles issus de l'exploitation pour la programmation 2023-2027 dans le cadre du fonds FEADER et d'y redéployer 300 000€. Ces éléments concernent la transformation à la ferme en lien avec les départements.
- L'aide à l'installation en agriculture Dotation Jeunes Agriculteurs (jusqu'à 40 ans révolus) avec notamment des interventions en garantie financière.

## **4.3. Infrastructures – Déplacements – Télécommunications – Énergie (C4)**

### ***T301 : Renforcer l'attractivité et l'accessibilité de la Région en modernisant les infrastructures***

La Région inscrit et affecte une AE supplémentaire de 500 000 €. Il s'agit de subventionner le département de la Vendée pour des réparations concernant les deux navires à grande vitesse qui assurent la liaison entre le continent et l'Ile d'Yeu. Ces deux navires d'une vingtaine d'année sont vétustes et la Région a indiqué au CESER qu'elle prévoyait leur remplacement à moyen terme, le marché de renouvellement devant être lancé d'ici deux ans.

**Le CESER considère que ce remplacement doit être accéléré pour éviter d'engendrer des frais supplémentaires et de contribuer à la transition énergétique via l'adoption de nouvelles motorisations moins émettrices de CO2.**

### ***T303 : Déployer les services de transport en proximité***

La Région inscrit et affecte une AE supplémentaire de 3,3 M€, en complément des 249 M€ votés au BP 2023, afin notamment de financer :

- Les hausses de prix liées à l'inflation,
- L'ajout de services de cars interurbains à la rentrée 2023,
- La forte hausse de la fréquentation des transports à la demande,
- Le financement du changement de motorisation de cars,
- La montée en puissance du dispositif d'incitation au covoiturage (1,6 M€).

**Le covoiturage, comme le TAD, ont un coût qui croît fortement lorsque le nombre d'utilisateurs augmente.**

**Le CESER invite donc la Région à évaluer ces politiques publiques en la matière en considérant le service rendu, la contribution à la transition énergétique et écologique, ainsi que le coût pour la collectivité et les solutions alternatives existantes (lignes**

**régulières, mobilités actives...). Il ne s'agit pas d'opposer les solutions mais de les rendre complémentaires selon les besoins des territoires et les ressources des collectivités.**

### ***T300 : Structurer le territoire par une offre ferroviaire adaptée***

La Région a communiqué au CESER pour information le compte définitif 2022 de la convention TER avec SNCF voyageurs, donnant lieu à quelques ajustements dans les deux sens entre la collectivité et le prestataire, la contribution finale étant globalement conforme aux prévisions (144 M€). Le CESER souligne le taux de financement des coûts du TER par les voyageurs (37 %). Il était de 32 % en 2017. Le financement par le voyageur a augmenté depuis l'adoption en 2018 de la nouvelle grille tarifaire du TER par la Région. Il est d'environ 10 % pour le transport par cars interurbains.

## **4.4. Éducation – Formation tout au long de la vie – Métiers de demain (C6)**

Le rapport J200 - Garantir un fonctionnement performant des lycées publics, sans affectation, a pour but d'approuver notamment les modalités de calcul de la dotation annuelle des crédits de fonctionnement des établissements publics et les montants attribués à chaque établissement pour l'exercice 2024, dans un contexte d'augmentation importante du coût des énergies. Le montant de la DACF s'élèvera en 2024 à 38 772 103 €, soit une augmentation de 2,11% par rapport à 2023. Les augmentations concernent les établissements dont la situation financière est la plus délicate.

Le CESER souligne l'importance, pour assurer aux lycéens comme au personnel éducatif de bonnes conditions d'études et de travail, de suivre avec attention les travaux de rénovation énergétique de tous les bâtiments (isolation notamment).

## **4.5. Culture – Patrimoine – Sport – Tourisme – Vie associative (C7)**

Sur l'ensemble des lignes dans la CS7, les dotations complémentaires sont toutes issues de redéploiements internes, qui s'équilibrent.

### ***Vie associative***

La ligne S105 enregistre une baisse importante en fonctionnement (- 235 000 € AE), de 13,8 % par rapport au BP 2023. Cela s'explique par le fait que les dispositifs issus de la nouvelle stratégie « Égalité, civisme, Engagement » (votée en octobre 2022) sont en cours d'appropriation par les acteurs concernés. Le CESER suivra avec attention l'enveloppe consacrée à ces dispositifs en 2024.

Ce montant a été redéployé sur les lignes S103 (Sport) et S100 (Culture).

### ***Sport***

La ligne S103 enregistre une augmentation de 150 000 € AE (+ 1,9 %), correspondant à un rééquilibrage entre les aides aux clubs sportifs de haut niveau féminins et masculins. Le CESER

souligne ce signal encourageant et positif, qui s'inscrit pleinement dans la politique en faveur de l'égalité femmes-hommes.

### ***Culture***

La ligne S100 enregistre une augmentation de 85 000 € AE. Il s'agit de la quote-part régionale dans la convention avec le Centre national du cinéma (CNC). L'affectation sera présentée à la commission permanente de novembre.

### ***Patrimoine***

La ligne S101 connaît des évolutions en investissement et en fonctionnement.

La dotation de 700 000 € AP est un redéploiement depuis la ligne S104. Certains projets de restauration du patrimoine inclus dans le CPER sont reportés par les opérateurs (restauration du musée archéologique de Jublains et Centre d'interprétation – Musée des Arts sacrés à Evron). Cette hausse importante (+ 12 %) pour la ligne S101 servira à répondre à l'augmentation des demandes de subvention de restauration au titre des monuments historiques et au titre des édifices religieux non protégés. Le CESER constate que le redéploiement va permettre une meilleure prise en compte des enjeux du patrimoine.

En fonctionnement, 150 000 € AE sont redéployés vers la ligne S102 (Fontevraud).

### ***Fontevraud***

La ligne S102 enregistre une hausse de 150 000 € AE.

Pour finaliser la restructuration suite à l'audit de la Chambre régionale des comptes, la Région prévoit un marché sur deux ans (à partir de janvier 2024) d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur la gouvernance. Le CESER suivra avec attention cette évolution.

### ***Tourisme***

La DM2 n'enregistre pas d'évolution budgétaire en matière de tourisme, ni en investissement, ni en fonctionnement.

Ce secteur connaît toujours des difficultés de recrutement, liées entre autres aux problèmes d'hébergement des saisonniers. La saison 2023 s'annonce globalement réussie. Les taux de remboursement des échéances des prêts régionaux sont très satisfaisants. Néanmoins, les remboursements des PGE et la remontée des taux d'intérêt impactent les capacités d'investissement des professionnels. Cela se traduit donc par une baisse des projets déposés auprès de la Région.

## **5. Les comptes des satellites**

---

La Région externalise une partie de ses activités auprès d'autres opérateurs : notamment Solutions & Co, l'Agence de développement économique, par le canal de la SEM régionale des Pays de la Loire ou de la SPR des Pays de la Loire.

A l'occasion de sa session d'octobre 2023, la Région a émis un rapport sur le suivi des entités qui lui sont liées. Le format du rapport a été modifié pour tenir compte des obligations

renforcées entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2023 en application de la loi 3DS et du décret 2022-1406 du 4 novembre 2022. Le CESER apprécie l'effort de présentation et de standardisation de l'information opérée à cette occasion et qui en facilite la lecture.

Le périmètre des entités liées couvre celles avec lesquelles la Région a un lien capitalistique ou dans lesquelles elle exerce une influence notable.<sup>4</sup>

Il couvre, comme dans le rapport d'octobre 2022, 55 structures. Les modifications du périmètre concernent la sortie de la SAEM La Folle Journée (liquidée en juillet 2023) et l'entrée du Syndicat Mixte de transport d'hydrocarbure vers les Iles (identifié récemment).

Le périmètre des 55 structures considérées comme des entités liées a été arrêté en combinant les notions de risques et de contrôle (cf. Annexe 1).

La liste des structures concernées peut se résumer comme suit :

- 20 participations dans 7 Sociétés d'Economie Mixte (SEM) et 13 Sociétés Publiques Locales (SPL) ;
- Participation directe de la Région dans le fonds d'investissement Pays de la Loire Participations ;
- 5 participations indirectes dans lesquelles la Région exerce un contrôle exclusif<sup>1</sup> via la SEM Régionale : SAS Fontevraud, SAS ACOUSTINOV, SCI ANJOU MAINE IMMO ECO, SAS IMOCEA et SAS SOLUTION IMMO TOURISME,
- 6 participations indirectes dans lesquelles la Région exerce une « influence notable »<sup>1</sup> via la SEM Régionales des Pays de la Loire : SAS TAPAST'IMMO, SAS NV IMMO, SAS PROLASER IMMO, SAS ROBOTIC IMMO,

À laquelle s'ajoutent les GIE Solutions & Co et le GIE Fontevraud.

La documentation mise à disposition par la Région à l'occasion de cette session ne porte pas sur l'intégralité des 55 structures : l'annexe 2 relative aux rapports d'activité concerne 16 entités sur les 55 (31 dans le rapport d'octobre 2022).

## 5.1. PAYS DE LA LOIRE PARTICIPATION

Pays de la Loire Participations déploie pour le compte de la Région des Pays de la Loire, son actionnaire unique une activité d'investissement au capital des entreprises ligériennes :

- soit directement en co-investissement avec d'autres investisseurs ;
- soit par l'intermédiaire de fonds sous-jacents (11 fonds d'investissements et 3 SCR).

L'activité de **co-investissement direct** est opérée selon une stratégie visant à intervenir dans des PME ligériennes en phase d'amorçage, de démarrage ou d'expansion. PLP a modifié ses statuts en 2022 pour élargir son périmètre d'intervention aux opérations de reprise/transmission d'entreprises à petits tickets d'investissement. Cette modification est motivée par la volonté de pourvoir aux carences du marché sur les tickets inférieurs à 0,8/1 M€ et les enjeux

---

<sup>4</sup> Au sens de la norme comptable N°7 du CNOCP (Conseil de Normalisation des Comptes Publics) inspirée de la norme internationale IAS14 relative à l'information sur les entités liées

de transmission sur le territoire ligérien au regard de la pyramide des âges des dirigeants du territoire.

La société a investi 25 M€ depuis l'origine (en 2011) dans 100 entreprises :

- 69 participations actives représentant un montant de 17,3 M€ ;
- 16 participations cédées pour un montant investi de 3,9 M€ ;
- 15 participations liquidées soit une perte de 3,8 M€.

Pour 25,02 M€ investis depuis 2011, le total de dette et capital levé est de 171,1 M€ (effet levier de 6,84) et 755 emplois créés au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2022, trois secteurs d'activités sont particulièrement représentés : Industrie, Service et Technologie, principalement par des entreprises en phase de développement et de post-amorçage.

Ci-dessous la répartition du montant investi par secteur d'activité, et par maturité :

| Répartition sectorielle | Montant investi initial | Répartition par maturité | Montant investi initial |
|-------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Industrie               | 6 239 783 €             | Développement            | 10 089 303 €            |
| Service                 | 4 266 478 €             | Post-amorçage            | 8 337 576 €             |
| Technologie             | 4 030 844 €             | Amorçage                 | 6 202 162 €             |
| Santé                   | 3 352 822 €             | Transmission             | 400 000 €               |
| Électronique            | 3 252 134 €             |                          |                         |
| Impact                  | 2 297 452 €             |                          |                         |
| Agroalimentaire         | 959 529 €               |                          |                         |
| <b>Total général</b>    | <b>25 029 042 €</b>     | <b>Total général</b>     | <b>25 029 042 €</b>     |

En 2022, PLP a cédé 6 participations générant une plus-value de 0,4 M€. L'année 2021 avait été marquée par une cession importante, d'où la diminution en 2022.

**L'activité de fonds de fonds** est exercée via les fonds sous-jacents suivants :

- **Pays de la Loire Relance (PLR)** : fonds dédié aux TPE/PME ligériennes, dont l'endettement est important et pour lesquelles le renforcement de leurs fonds propres est nécessaire pour lever de nouvelles dettes. L'investissement de PLR est compris entre 0,1 et 0,3 M€ et est limité au montant du prêt moyen terme accordé par la banque partenaire.
- **Go Capital Amorçage** : fonds dédié aux investissements dans les sociétés en phase d'amorçage (CA HT de 0 à 350 K€) portant sur des projets technologiques innovants. Ces financements sont compris entre 0,2 M€ et 1 M€ et peuvent aller jusqu'à plus de 5 M€ avec réinvestissements.
- **Impact Océan Capital** : PLP a participé à la création de ce fonds par réallocation des fonds de sa filiale Litto Invest (partenariat avec Mer Invest – fonds d'investissement de la BPGO). Ce fonds s'adresse à des sociétés ayant une activité liée au monde maritime. Les sociétés doivent démontrer des premiers succès commerciaux. Ces financements sont compris entre 0,5 M€ et 1 M€ et peuvent aller jusqu'à 5 M€ avec réinvestissements.
- **Litto-Invest** : fonds s'adressant à des sociétés ayant une activité liée au monde maritime ou au développement durable. Les sociétés doivent démontrer des premiers



succès commerciaux. Ces financements sont compris entre 0,150 M€ et 0,5 M€ et qui peuvent aller jusqu'à 1 M€ avec réinvestissements.

- **Pays de la Loire Croissance** : fonds dédié aux PME ligériennes principalement industrielles ou de services à l'industrie ayant des projets de développement ou en phase de rebond après avoir rencontré des difficultés de nature conjoncturelle. Ces financements sont compris entre 0,5 M€ à 2,5 M€.
- **Pays de la Loire Développement** : propose des financements compris entre 0,1 M€ et 0,450m€ aux jeunes entreprises innovantes générant déjà un chiffre d'affaires. PLP soutient le projet d'augmentation de capital de ce fonds.
- **Ouest Venture 4** : fonds dédié aux investissements dans des sociétés ayant déjà démontré un premier succès commercial sur leur secteur et souhaitant accélérer leur croissance par l'innovation ou bien par un déploiement à l'international. Ces financements sont compris entre 0,5 M€ et 2 M€ et peuvent être portés à plus de 3 M€ lors de réinvestissements.
- **Yotta Smart Industry** : fonds dédié aux PME industrielles ou de services à l'industrie qui placent l'Industrie 4.0 au cœur de leur stratégie de développement. Le fonds vise particulièrement les PME françaises rentables qui cherchent à optimiser les processus de production, à économiser les ressources (et notamment réduire leur empreinte carbone) ou à proposer de nouvelles offres (personnalisation, services...). Ces financements sont compris entre 1 M€ et 10 M€.
- Pays de la Loire Participations est également au capital de Go Capital Amorçage 1, Ouest Venture 2, Ouest Venture 3, Atalaya et Aérofound 2.

Le CESER souligne que l'investissement de PLP dans les fonds Pays de la Loire Relance et Yotta Smart Industry résulte des mesures prises dans le cadre du plan de relance et répond à la recommandation formulée par le CESER dans le cadre de sa contribution sur ce plan de relance de juillet 2020.

Les chiffres caractéristiques de l'année 2022 sont les suivants :

| (en K€)                          | 2021       | 2022         | Variation  |
|----------------------------------|------------|--------------|------------|
| Produits d'exploitation          | 1          | 18           | N/A        |
| Charges d'exploitation           | 991        | 810          | -18%       |
| <i>dont charges de personnel</i> | <i>124</i> | <i>132</i>   | <i>7%</i>  |
| Résultat d'exploitation          | -990       | -792         | N/A        |
| Produits financiers              | 1086       | 1760         | 62%        |
| Charges financières              | 1145       | 2340         | 104%       |
| Résultat financier               | -60        | -580         | N/A        |
| Produits exceptionnels           | 3067       | 1114         | -64%       |
| Charges exceptionnelles          | 1542       | 1025         | -34%       |
| Résultat exceptionnel            | 1525       | 89           | N/A        |
| <b>Résultat net comptable</b>    | <b>475</b> | <b>-1283</b> | <b>N/A</b> |

Les produits et charges sont principalement financiers et/ou exceptionnels en lien avec l'activité de la société.

En 2021, les cessions opérées avaient dégagé des plus-values contribuant à un résultat net positif.

L'exercice 2022 est marqué par des charges financières en forte augmentation dues principalement aux dotations pour dépréciation suite à l'examen de la valeur des lignes en portefeuille. L'exercice se solde par une perte nette de 1,3 M€, qui a eu pour effet de ramener les capitaux propres de PLP Participations à 34,9 M€ :

| ACTIF (en K€)              | 2021          | 2022          | Variation  | PASSIF (en K€)         | 2021          | 2022          | Variation  |
|----------------------------|---------------|---------------|------------|------------------------|---------------|---------------|------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON AF    | 5 539         | 2 539         | -3 000     | CAPITAL                | 44 393        | 44 393        | 0          |
|                            |               |               |            | Report à nouveau       | -8 698        | -8 222        | 475        |
| Immobilisations financière | 49 718        | 55 180        | 5 462      | Résultat de l'exercice | 475           | -1 282        | -1 758     |
| ACTIF IMMOBILISE           | 49 718        | 55 180        | 5 462      | CAPITAUX PROPRES       | 36 171        | 34 888        | -1 282     |
|                            |               |               |            | Dettes financières     | 3 500         | 4 016         | 516        |
| Créances exploitation      | 1 090         | 63            | -1 026     | Dettes d'exploitation  | 550           | 398           | -152       |
| Disponibilités             | 1 134         | 220           | -914       | Dettes divers          | 17 260        | 18 701        | 1 441      |
| ACTIF CIRCULANT            | 2 223         | 283           | -1 941     | TOTAL DETTES           | 21 310        | 23 114        | 1 804      |
| <b>TOTAL BILAN</b>         | <b>57 480</b> | <b>58 002</b> | <b>522</b> | <b>TOTAL BILAN</b>     | <b>57 480</b> | <b>58 002</b> | <b>522</b> |

L'actif immobilisé est constitué du coût d'acquisition des titres acquis en co-investissement et de la participation au capital des fonds détenus (fonds de fonds). Le capital a été libéré pour 3 M€ suite à l'appel de fonds de février 2022.

Les dettes sur immobilisations concernent la partie des fonds non encore appelée dans le capital des fonds sous-jacents.

## 5.2. SOLUTIONS & CO - La SEM Régionale des Pays de la Loire

Pour rappel, la SEM n'a plus qu'une activité de portage d'investissements immobiliers. Les opérations réalisées dans le cadre de son activité de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de bâtiments relevant de la formation, de l'industrie, de la recherche et de l'innovation ont toutes été clôturées et sont désormais confiées à la SPL.

Les investissements immobiliers sont réalisés en direct par la SEM ou par l'intermédiaire de sociétés de projet (SAS ou SCI). La SEM assure des missions de montage juridique et financier des opérations et des missions d'assistance à la mise en place des financements et à la maîtrise d'ouvrage. La SEM porte 14 opérations actives :

- a) 3 opérations portées en propre. Il s'agit des locaux abritant le siège de l'agence régionale à Nantes (montant de l'investissement 3,85 M€), d'un bâtiment des ex-chantier Baudet à Saint-Nazaire (montant de l'investissement 0,07 M€), usine Daher à Malville (reprise pour l'€ symbolique),
- b) 11 sont logées au sein de sociétés de projet. :

| Société                                   | % du capital déte nu | Quote-part capital déte nu | Provision sur titres<br>(en K€) | Investissements financés | Résultat<br>2021 | Résultat<br>2022 |
|---|----------------------|----------------------------|---------------------------------|--------------------------|------------------|------------------|
| <b>Filiales détenues à plus de 50%</b>    |                      |                            |                                 |                          |                  |                  |
| SASU FONTEVRAUD                           | 100,00%              | 1 950,00                   | 1 000                           |                          | 180,4            | 180,0            |
| SCI Anjou Immo                            | 52,45%               | 364,00                     |                                 | 4 500                    | 59,2             | 65,0             |
| SAS Acoustinov                            | 75,00%               | 1 500,00                   |                                 | 9 500                    | -18,3            | -60,0            |
| SAS IMOCEA                                | 60,15%               | 1 497,74                   |                                 | 10 700                   | -34,7            | -105,0           |
| <b>Filiales détenues entre 10% et 50%</b> |                      |                            |                                 |                          |                  |                  |
| SAS TAPASTIMMO                            | 28,17%               | 200,01                     |                                 | 3 300                    | 24,0             | 31,0             |
| SAS NV Immo                               | 38,60%               | 110,01                     |                                 | 1 500                    | 26,0             | 7,0              |
| SAS La Gagnerie                           | 18,75%               | 120,00                     |                                 | 3 200                    | 44,0             | 44,0             |
| SAS PROLASER Immo                         | 31,25%               | 125,00                     |                                 | 3 700                    | 68,0             | 79,0             |
| SCI Robotic Immo                          | 31,65%               | 225,03                     |                                 | 1 400                    | 5,0              | 5,0              |
| SAS SOLUTIONS IMMO TOURISME               | 45,45%               | 3 332,39                   |                                 | 6 500                    | -158,0           | -146,0           |
| <b>Autres</b>                             |                      |                            |                                 |                          |                  |                  |
| Derval Agri'méthane                       |                      |                            |                                 |                          |                  |                  |
| <b>TOTAL</b>                              |                      |                            |                                 | <b>44 300</b>            |                  |                  |

Le tableau ci-dessus montre l'importance des investissements portés par l'intermédiaire de ces structures.

L'exercice 2022 se solde pour la SEM Régionale par une perte de 17 K€ (la perte était de 140 K€ en 2021) :

| (en K€)                                  | 2021        | 2022       | Variation  |
|--|-------------|------------|------------|
| Produits d'exploitation                  | 1 336       | 1 214      | -9,11%     |
| Charges d'exploitation                   | 1 303       | 1 255      | -3,65%     |
| <i>dont charges de personnel</i>         | 292         | 247        | -15,44%    |
| <i>dont dotations aux amortissements</i> | 250         | 253        | 1,20%      |
| Résultat d'exploitation                  | 33          | -41        | N/A        |
| Produits financiers                      | 9           | 212        | N/S        |
| Charges financières                      | 179         | 188        | 5,15%      |
| Résultat financier                       | -169        | 24         | N/A        |
| Produits exceptionnels                   | 75          |            | N/A        |
| Charges exceptionnelles                  | 80          |            | N/A        |
| Résultat exceptionnel                    | -5          | 0          | N/A        |
| <b>Résultat net comptable</b>            | <b>-142</b> | <b>-17</b> | <b>N/A</b> |

Les produits financiers sont liés à la reprise de la provision pour dépréciation des titres de la SAS FONTEVRAUD à hauteur de 0,2 M€, ce qui permet de maintenir le niveau des capitaux propres à 10,9 M€ :

| ACTIF (en K€)               | 2021          | 2022          | Variation   | PASSIF (en K€)              | 2021          | 2022          | Variation   |
|-----------------------------|---------------|---------------|-------------|-----------------------------|---------------|---------------|-------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE | 0             | 0             | 0           | CAPITAL                     | 13 527        | 13 527        | 0           |
| Immobilisations corporelles | 4 012         | 3 785         | -227        | Réserves / Report à nouveau | -2 413        | -2 555        | -142        |
| Immobilisations financières | 8 045         | 8 522         | 477         | Résultat de l'exercice      | -142          | -17           | 124         |
| ACTIF IMMOBILISE            | 12 057        | 12 307        | 250         | CAPITAUX PROPRES            | 10 973        | 10 955        | -17         |
| Créances exploitation       | 754           | 839           | 85          | PROVISION RISQUES & CHARGES | 11            | 4             | -7          |
| Disponibilités              | 5 739         | 4 863         | -876        | Dettes financières          | 6 984         | 6 758         | -226        |
| Charges constatées d'avance | 45            | 49            | 5           | Dettes d'exploitation       | 284           | 330           | 45          |
| ACTIF CIRCULANT             | 6 538         | 5 751         | -787        | Dettes divers               | 342           | 11            | -331        |
| <b>TOTAL BILAN</b>          | <b>18 594</b> | <b>18 058</b> | <b>-536</b> | TOTAL DETTES                | 7 611         | 7 099         | -512        |
|                             |               |               |             | <b>TOTAL BILAN</b>          | <b>18 594</b> | <b>18 058</b> | <b>-536</b> |

### 5.3. SOLUTIONS & CO - La Société Publique Régionale des Pays de la Loire

La SPR a vocation à développer l'attractivité des territoires sur plusieurs plans : attractivité internationale, tourisme, innovation, appui aux filières, analyse et prospective, Europe<sup>5</sup>, entreprise, et animation du réseau des développeurs économiques de la Région.

L'exercice 2022 se solde par un bénéfice de 1,1 M€, il était de 0,17 M€ au titre de l'exercice 2021 :

| (en K€)                                  | 2021           | 2022           | Variation   |
|--|----------------|----------------|-------------|
| Produits d'exploitation                  | 21 087,2       | 22 376,0       | 6%          |
| Charges d'exploitation                   | 20 936,6       | 21 277,0       | 2%          |
| <i>dont charges de personnel</i>         | <i>7 621,5</i> | <i>7 268,0</i> | <i>-5%</i>  |
| <i>dont dotations aux amortissements</i> | <i>147,9</i>   | <i>416,0</i>   | <i>181%</i> |
| Résultat d'exploitation                  | 150,6          | 1 099,0        | N/A         |
| Produits financiers                      | 0,0            |                | N/A         |
| Charges financières                      | 0,0            | -1,0           | N/A         |
| Résultat financier                       | 0,0            | 1,0            | N/A         |
| Produits exceptionnels                   | 108,6          | 266,0          | 145%        |
| Charges exceptionnelles                  | 0,0            | 0,0            | N/A         |
| Résultat exceptionnel                    | 108,6          | 266,0          | 145%        |
| Impôts sur les bénéfices                 | 91,4           | 246,0          | 169%        |
| <b>Résultat net comptable</b>            | <b>167,8</b>   | <b>1 120,0</b> | <b>172%</b> |

L'activité 2022 de Solutions & Co est marquée par un chiffre d'affaires en progression (+ 2 %). Il s'agit principalement de prestations de services facturées à la Région dans le cadre de conventions spécifiques. La SPR a réduit son effectif en 2022, le nombre de salariés passant de 103 personnes à 97 (ETP).

L'analyse du résultat par activité est la suivante :

|  |              |
|--|--------------|
| Marketing et communication               | 569          |
| Département Analyse et Prospective (DAP) | 94           |
| International                            | -6           |
| Tourisme                                 | 258          |
| Innovation et mutations économiques      | 143          |
| Territoires                              | 524          |
| Immobiliers                              | -709         |
| Technocampus                             | -178         |
| Administratif                            | 424          |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>1 119</b> |

<sup>5</sup> Il s'agit d'assurer le pilotage de l'ensemble des opérations engagées au sein de Solutions&co : la gestion administrative et financière des projets en réalisation, le respect des engagements du contrat ou convention, justification, ... et être l'interlocuteur avec les services de la DEI impliqués dans les projets européens, pour ces aspects.

Le résultat de l'exercice a pour effet de porter les capitaux propres à 3,6 M€ :

| ACTIF (en K€)                 | 2021          | 2022          | Variation    | PASSIF (en K€)                  | 2021          | 2022          | Variation    |
|-------------------------------|---------------|---------------|--------------|---------------------------------|---------------|---------------|--------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE   | 0             | 0             | 0            | CAPITAL                         | 1 500         | 1 500         | 0            |
| Immobilisations incorporelles | 3             | 264           | 260          | Réserves / Rep à nouveau / Subv | 618           | 941           | 323          |
| Immobilisations corporelles   | 216           | 165           | -51          | Résultat de l'exercice          | 168           | 1 119         | 951          |
| Immobilisations financières   | 71            | 38            | -33          | CAPITAUX PROPRES                | 2 286         | 3 560         | 1 274        |
| ACTIF IMMOBILISE              | 289           | 467           | 177          | PROVISION RISQUES & CHARGES     | 1 065         | 743           | -322         |
| Créances exploitation         | 8 392         | 4 280         | -4 112       | Dettes financières              | 1             | 500           | 499          |
| Disponibilités                | 4 956         | 12 794        | 7 838        | Dettes d'exploitation           | 8 421         | 8 792         | 371          |
| Charges constatées d'avance   | 62            | 66            | 4            | Dettes divers                   | 1 927         | 4 012         | 2 085        |
| ACTIF CIRCULANT               | 13 410        | 17 140        | 3 731        | TOTAL DETTES                    | 10 348        | 13 304        | 2 956        |
| <b>TOTAL BILAN</b>            | <b>13 699</b> | <b>17 607</b> | <b>3 908</b> | <b>TOTAL BILAN</b>              | <b>13 699</b> | <b>17 607</b> | <b>3 907</b> |

La diminution des provisions pour risques et charges est à rapprocher de la reprise opérée pour couvrir les pensions et obligations similaires. La trésorerie nette (12,3 M€) est en augmentation du fait d'un besoin en fonds de roulement plus faible. Les investissements incorporels concernent la plateforme numérique pour la mise en œuvre de la stratégie e-tourisme.

Les entités liées sont totalement autonomes en matière de placement de leur trésorerie. La Région ne donne aucune instruction : ni recommandation, ni interdiction.

## 5.4. SOLUTIONS & CO - Le GIE Solutions & CO

Le GIE a été créé en 2010 pour la mise en commun des moyens et de compétences entre la SPR et la SEM régionale. Désormais, le GIE compte 4 membres :

- la SEM CROISSANCE VERTE a rejoint le GIE en 2020 ;
- et SOLUTIONS IMMO TOURISME l'a rejoint en 2021.

Il emploie 19 personnes (ETP) contre 16,5 en 2021, dont les activités sont réparties entre la gestion des ressources humaines, la mission Europe et le juridique.

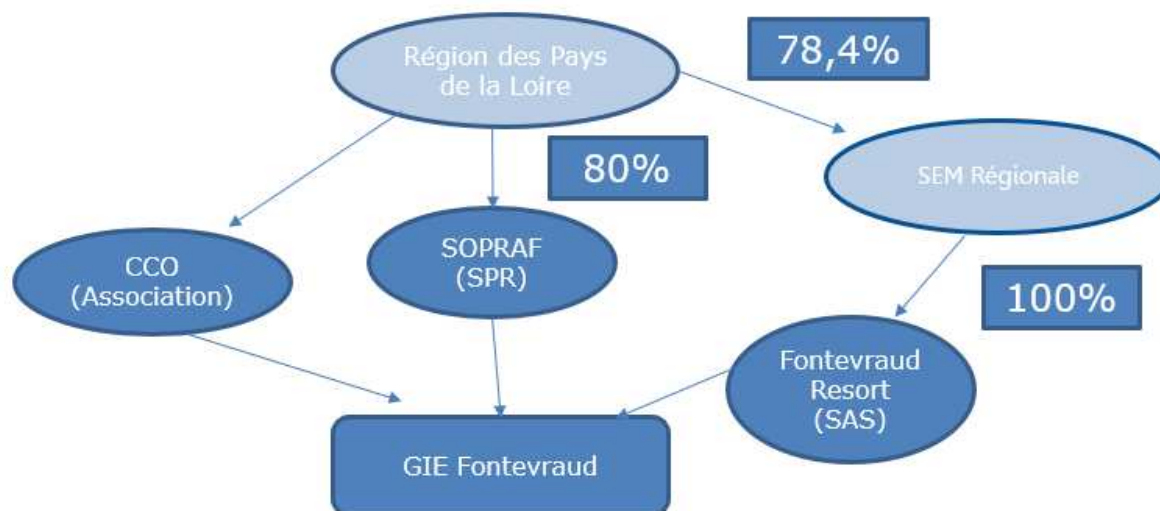
Ses charges, d'un montant de 2,3 M€ sont intégralement réparties entre ses quatre membres.

Elles s'analysent comme suit :

| Mission                | Montant (K€) | Clé de répartition |
|------------------------|--------------|--------------------|
| Systèmes d'information | 736          | Effectif           |
| Finances et juridique  | 540          | Temps passés       |
| Ressources humaines    | 313          | Effectif           |
| Gestion des locaux     | 200          | Superficie         |
| Diriger                | 142          | CA                 |
| Autres                 | 356          | Effectif           |
| <b>TOTAL</b>           | <b>2 287</b> |                    |

## 5.5. FONTEVRAUD

### 5.5.1. Rappel de l'organisation des différentes structures



Le capital de la **SOPRAF** est détenu majoritairement par la Région des Pays de la Loire. Le Département du Maine et Loire détient 20% du capital.

La Région a délégué à la SOPRAF la gestion du site de Fontevraud. En application de la convention de délégation de service public (DSP), la SOPRAF se charge de l'accueil des visiteurs, propose des visites guidées, assure l'entretien du site et sa communication.

Le **Centre Culturel de l'Ouest (CCO)** est en charge de l'animation culturelle et artistique de l'abbaye.

La **SAS Fontevraud Resort** est une filiale à 100 % de la SEM Régionale. Elle assure l'exploitation et la gestion des activités hôtelières et de restauration implantées sur le site.

Les trois structures (SOPRAF, CCO et la SASU) sont membres du **GIE Fontevraud**, qui assure les fonctions support de ses trois membres.

### 5.5.2. SOPRAF

L'exercice 2022 se solde par un bénéfice de 0,59 M€, pour rappel le résultat 2021 était bénéficiaire de 0,069 M€ :

| (en K€)                                  | 2021      | 2022       | Variation  |
|--|-----------|------------|------------|
| Produits d'exploitation                  | 5 499     | 7 244      | 32%        |
| <i>dont subventions</i>                  | 3 548     | 4 044      | 14%        |
| Charges d'exploitation                   | 5 501     | 6 383      | 16%        |
| <i>dont charges de personnel</i>         | 1 885     | 2 230      | 18%        |
| <i>dont dotations aux amortissements</i> | 712       | 576        | -19%       |
| Résultat d'exploitation                  | -3        | 861        | N/A        |
| Produits financiers                      | 0         |            | N/A        |
| Charges financières                      | 1         |            | N/A        |
| Résultat financier                       | -1        | 0          | N/A        |
| Produits exceptionnels                   | 451       | 531        | 18%        |
| Charges exceptionnelles                  | 379       | 399        | 5%         |
| Résultat exceptionnel                    | 72        | 132        | 83%        |
| Participation des salariés               |           | 161        | N/A        |
| Impôts sur les bénéfices                 | 0         | 248        | N/A        |
| <b>Résultat net comptable</b>            | <b>69</b> | <b>584</b> | <b>N/A</b> |

Les produits d'exploitation augmentent en raison

- de l'activité. Les recettes liées à la billetterie augmentent de 73%. L'exposition Monet représente 71% des entrées. 2022 est par ailleurs, la première année pleine du musée d'art moderne dont le lancement était prévu en 2020 a lui aussi ouvert ses portes qu'en mai 2021. Cela se traduit par un chiffre d'affaires évoluant comme suit :

| (en K€)                               | 2021           | 2022           | Variation      |
|---------------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Billetterie et prestations de visites | 1 389,9        | 2 404,0        | 1 014,1        |
| Boutique                              | 418,7          | 628,0          | 209,3          |
| Autres                                | 62,4           | 75,0           | 12,6           |
| <b>Total Chiffre d'affaires</b>       | <b>1 871,0</b> | <b>3 107,0</b> | <b>1 236,0</b> |

- de la hausse des subventions d'exploitation de 0,5 M€ (+14%) plus élevée qu'en 2021. Elles passent de 3,5 M€ à 4 M€. Malgré l'augmentation de la subvention, la SOPRAF réduit son taux de dépendance aux subventions (56% en 2022 versus 61% en 2021). Il convient de souligner que la subvention de la Région est plafonnée. Son montant doit limiter le résultat net à 8% du montant du chiffre d'affaires augmenté des subventions d'exploitation.

L'augmentation des charges d'exploitation de 0,9 M€ est à mettre en relation avec la première année pleine du Musée d'art moderne, et l'augmentation des effectifs qui passent de 49 ETP en 2021 à 57,5 EPT en 2022 avec notamment le recrutement d'un conservateur du patrimoine et un renfort des services d'accueil du public et de la sécurité.

Les charges d'exploitation incluent pour 1 M€ les charges facturées par le GIE (1,266 M€ en 2021). La baisse de ces charges est à rapprocher du bénéfice des aides auxquelles le GIE peut prétendre qui ont été identifiées à l'occasion d'un contrôle URSSAF.

Le résultat exceptionnel résulte :

- d'une part des subventions d'investissement reversées au résultat pour 0,53 M€.
- d'autre part, des dotations exceptionnelles au titre notamment de provisions pour risque fiscal (0,578 M€). Cette provision a pour vocation de couvrir le risque fiscal sur la subvention

de fonctionnement 2022 (traitement TVA sur les subventions de fonctionnement) dans le cadre d'une notification de l'administration actuellement toujours en phase de contentieux.

Pour la première fois, et compte tenu des performances de 2022 la société a comptabilisé une charge au titre de la participation des salariés, faisant partie de l'UES Fontevraud.

Sous l'effet conjugué de l'augmentation des subventions d'investissement de 0,6 M€ et du bénéfice de l'exercice, les capitaux propres de la SOPRAF sont portés à 4,3 M€ au 31 décembre 2022 (dont 3,2 M€ de subventions d'investissement) :

| ACTIF (en K€)                 | 2021         | 2022         | Variation    | PASSIF (en K€)                  | 2021         | 2022         | Variation    |
|-------------------------------|--------------|--------------|--------------|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE   | 0            |              | 0            | CAPITAL                         | 225          | 225          | 0            |
| Immobilisations incorporelles | 68           | 45           | -23          | Réserves / Rep à nouveau / Subv | 2 752        | 3 465        | 713          |
| Immobilisations corporelles   | 2 226        | 2 481        | 254          | Résultat de l'exercice          | 69           | 584          | 515          |
| Immobilisations financières   | 0            | 1            | 0            | CAPITAUX PROPRES                | 3 045        | 4 274        | 1 228        |
| ACTIF IMMOBILISE              | 2 295        | 2 526        | 231          |                                 |              |              |              |
| Stocks                        | 103          | 100          | -4           | PROVISION RISQUES & CHARGES     | 1 648        | 2 026        | 378          |
| Créances exploitation         | 1 871        | 1 851        | -21          | Dettes financières              | 4            | 0            | -4           |
| Disponibilités                | 2 422        | 3 897        | 1 474        | Dettes d'exploitation           | 1 793        | 1 879        | 86           |
| Charges constatées d'avance   | 1            | 1            | 0            | Dettes divers                   | 202          | 195          | -8           |
| ACTIF CIRCULANT               | 4 398        | 5 848        | 1 450        | TOTAL DETTES                    | 1 999        | 2 074        | 74           |
| <b>TOTAL BILAN</b>            | <b>6 693</b> | <b>8 374</b> | <b>1 681</b> | <b>TOTAL BILAN</b>              | <b>6 693</b> | <b>8 374</b> | <b>1 681</b> |

Les investissements de 2022 (0,8 M€) concernent notamment la sécurité et l'enrichissement du parcours de visite, les matériels techniques et informatiques.

### 5.5.3. Fontevraud Centre Culturel de l'Ouest - CCO

L'exercice 2022 se solde par un bénéfice de 0,09 M€. Il était de 0,08 M€ en 2021 :

| (en K€)                                  | 2 021     | 2 022     | Variation  |
|--|-----------|-----------|------------|
| Produits d'exploitation                  | 1 683     | 1 618     | -4%        |
| <i>dont suventions</i>                   | 1 522     | 1 547     | 2%         |
| Charges d'exploitation                   | 1 841     | 1 743     | -5%        |
| <i>dont charges de personnel</i>         | 383       | 437       | 14%        |
| <i>dont dotations aux amortissements</i> | 308       | 230       | -25%       |
| Résultat d'exploitation                  | -157      | -125      | N/A        |
| Produits financiers                      | 1         |           | N/A        |
| Charges financières                      | 0         |           | N/A        |
| Résultat financier                       | 1         | 0         | N/A        |
| Produits exceptionnels                   | 275       | 218       | -21%       |
| Charges exceptionnelles                  | 38        | 1         | N/A        |
| Résultat exceptionnel                    | 237       | 217       | -8%        |
| Impôts sur les bénéfices                 | 0         | 0         | N/A        |
| <b>Résultat net comptable</b>            | <b>80</b> | <b>92</b> | <b>15%</b> |

Malgré le résultat bénéficiaire, les capitaux propres sont stables sous l'effet de la baisse des subventions d'investissement de 0,136 M€ :



| ACTIF (en K€)                 |              |              |             | PASSIF (en K€)                  |              |              |             |
|-------------------------------|--------------|--------------|-------------|---------------------------------|--------------|--------------|-------------|
|                               | 2021         | 2022         | Variation   |                                 | 2021         | 2022         | Variation   |
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE   | 0            |              | 0           | CAPITAL                         | 286          | 286          | 0           |
| Immobilisations incorporelles | 39           | 39           | 0           | Réserves / Rep à nouveau / Subv | 1 185        | 1 130        | -55         |
| Immobilisations corporelles   | 748          | 611          | -137        | Résultat de l'exercice          | 80           | 92           | 12          |
| Immobilisations financières   | 5            | 5            | 0           | CAPITAUX PROPRES                | 1 552        | 1 508        | -44         |
| ACTIF IMMOBILISE              | 791          | 655          | -136        | FONDS DEDIES                    | 0            | 34           | 34          |
| Stocks                        | 0            | 0            | 0           | PROVISION RISQUES & CHARGES     | 143          | 160          | 17          |
| Créances exploitation         | 363          | 275          | -88         | Dettes financières              | 0            | 0            | 0           |
| Disponibilités                | 1 012        | 1 102        | 90          | Dettes d'exploitation           | 493          | 299          | -194        |
| Charges constatées d'avance   | 32           | 1            | -31         | Dettes divers                   | 10           | 31           | 21          |
| ACTIF CIRCULANT               | 1 407        | 1 378        | -29         | TOTAL DETTES                    | 503          | 330          | -173        |
| <b>TOTAL BILAN</b>            | <b>2 198</b> | <b>2 033</b> | <b>-165</b> | <b>TOTAL BILAN</b>              | <b>2 198</b> | <b>2 032</b> | <b>-166</b> |

#### 5.5.4. Fontevraud Resort

L'exercice 2022 se solde par un bénéfice de 0,09 M€, pour rappel le résultat 2021 était bénéficiaire de 0,180 M€ :

| (en K€)                                  | 2021       | 2022      | Variation   |
|--|------------|-----------|-------------|
| Produits d'exploitation                  | 3 388      | 4 528     | 34%         |
| <i>dont suventions</i>                   | 242        | 0         | -100%       |
| Charges d'exploitation                   | 3 237      | 4 416     | 36%         |
| <i>dont charges de personnel</i>         | 1 215      | 1 918     | 58%         |
| <i>dont dotations aux amortissements</i> | 79         |           | -100%       |
| Résultat d'exploitation                  | 151        | 112       | N/A         |
| Produits financiers                      | 0          |           | N/A         |
| Charges financières                      | 1          |           | N/A         |
| Résultat financier                       | -1         | 0         | N/A         |
| Produits exceptionnels                   | 48         | 46        | -4%         |
| Charges exceptionnelles                  | 18         | 66        | 262%        |
| Résultat exceptionnel                    | 30         | -20       | -167%       |
| Impôts sur les bénéfices                 | 0          |           |             |
| <b>Résultat net comptable</b>            | <b>180</b> | <b>92</b> | <b>-49%</b> |

Le chiffre d'affaires (4,4 M€) est en nette augmentation par rapport à celui observé en 2021 (3,1 M€), en lien avec une très bonne saison estivale.

L'hôtellerie représente 38% du chiffre d'affaires avec le meilleur taux de remplissage (63,6%) depuis l'ouverture du resort. La restauration représente 54% du chiffre d'affaires. L'augmentation de l'activité et la hausse tarifaire expliquent la progression du chiffre d'affaires.

Les charges d'exploitation augmentent plus vite que les produits, entraînant une légère baisse du résultat d'exploitation. Les frais de personnel augmentent de 58%, l'effectif moyen (ETP) passant de 38 à 41 salariés en moyenne. Le loyer annuel facturé par la Région s'élève à 200 K€.

Les charges facturées par le GIE sont stables : 0,648 M€ (0,606 M€ en 2021).

Le bilan de la SAS peut se résumer comme suit :

| ACTIF (en K€)                 |              |              |           | PASSIF (en K€)                  |              |              |           |
|-------------------------------|--------------|--------------|-----------|---------------------------------|--------------|--------------|-----------|
|                               | 2 021        | 2 022        | Variation |                                 | 2 021        | 2 022        | Variation |
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE   | 0            | 0            | 0         | CAPITAL                         | 750          | 750          | 0         |
| Immobilisations incorporelles | 6            | 6            | 0         | Réserves / Rep à nouveau / Subv | -203         | -23          | 180       |
| Immobilisations corporelles   | 87           | 98           | 12        | Résultat de l'exercice          | 180          | 89           | -91       |
| Immobilisations financières   | 0            | 0            | 0         | CAPITAUX PROPRES                | 727          | 816          | 89        |
| ACTIF IMMOBILISE              | 93           | 105          | 12        | PROVISION RISQUES & CHARGES     | 5            | 0            | -5        |
| Stocks                        | 137          | 137          | 1         | Dettes financières              | 401          | 404          | 2         |
| Créances exploitation         | 390          | 328          | -62       | Dettes d'exploitation           | 1 051        | 1 073        | 22        |
| Disponibilités                | 1 634        | 1 714        | 80        | Dettes divers                   | 87           | 19           | -68       |
| Charges constatées d'avance   | 19           | 29           | 10        | TOTAL DETTES                    | 1 540        | 1 496        | -44       |
| ACTIF CIRCULANT               | 2 179        | 2 208        | 29        | <b>TOTAL BILAN</b>              | <b>2 272</b> | <b>2 312</b> | <b>40</b> |
| <b>TOTAL BILAN</b>            | <b>2 272</b> | <b>2 312</b> | <b>40</b> |                                 |              |              |           |

Le PGE de 0,4 M€ contracté en décembre 2020 a été maintenu en 2021 pour faciliter la reprise post COVID. Il entrera en phase d’amortissement en 2023 pour une période de 4 ans (taux 1,41 %).

### 5.5.5. GIE Fontevraud

Par construction, le résultat du GIE est nul, celui-ci répartissant l’intégralité de ses charges (entre ses membres selon des clés de répartition). Les charges d’exploitation de 2,26 M€ (2,19 M€ en 2021) sont principalement constituées de frais de personnel pour 1,4 M€ (montant identique à celui de 2021).

En 2022, le GIE dégage un résultat exceptionnel de 0,35 M€ du fait du dénouement favorable du contrôle URSSAF (se traduisant par un crédit de cotisations) et par la reprise des provisions pour risques comptabilisées antérieurement et devenues sans objet dans le cadre de ce contrôle.



### 5.5.6. Suivi des recommandations de la CRC

Concernant les entités du sous-groupe de Fontevraud, la Région fait, à nouveau, à l’occasion de cette session, un point des recommandations formulées par la Chambre Régionale des Comptes lors de son contrôle de 2019. Leur statut est inchangé par rapport au suivi réalisé à fin mai 2022. Pour rappel, il peut se résumer comme suit :

|                   | Nombre de recommandations | Mise en oeuvre au 31 mai 2022 |                    |          |          | Commentaires   |
|-------------------|---------------------------|-------------------------------|--------------------|----------|----------|--|
|                   |                           | Effective                     | Position maintenue | En cours | Échéance |  |
| FONTEVRAUD RESORT | 11                        | 6                             | 2                  | 3        | 2022     | 2 en lien avec la nouvelle DSP fin 2022<br>1 en lien avec AO en cours concernant les assurances<br>3 en lien avec la nouvelle DSP fin 2022 |
| FONTEVRAUD SPR    | 15                        | 10                            | 0                  | 4        | 2022     | 1 en lien avec les schémas directeurs immobilier et paysager   |
| CCO               | 7                         | 7                             | 0                  | 0        |          |  |
| GIE               | 13                        | 12                            | 0                  | 1        | 2022     | 1 en lien avec la nouvelle DSP fin 2022  |

Le tableau ci-dessus montre qu’à deux exceptions près pour lesquelles la Région est en désaccord et maintient sa position, les recommandations ont été prises en compte. La fin de la DSP a été reportée de fin 2022 à 2024 dans le cadre de la refonte juridique du site.

## 5.6. SEM CROISSANCE VERTE

La SEM Croissance verte a été créée en octobre 2020 avec pour objet la réalisation de prestations de services et d'investissement/financement en rénovation énergétique des bâtiments à usage d'habitation et les bâtiments des collectivités locales. Son capital de 10 M€ est détenu à hauteur de 50,5 % par la Région, 28,4 % par la Banque des Territoires (CDC) et le reste (21,1 %) par de collectivités locales (départements, métropoles, syndicats départementaux).

| (en K€)                                  | 2 021         | 2 022         | Variation   |
|--|---------------|---------------|-------------|
| Produits d'exploitation                  | 11            | 123           | 1018%       |
| <i>dont suventions</i>                   | 0             | 0             | N/A         |
| Charges d'exploitation                   | 1 803         | 1 536         | -15%        |
| <i>dont charges de personnel</i>         | 777           | 832           | 7%          |
| <i>dont dotations aux amortissements</i> | 0             | 0             | N/A         |
| Résultat d'exploitation                  | -1 792        | -1 413        | N/A         |
| Produits financiers                      | 0             |               | N/A         |
| Charges financières                      | 0             |               | N/A         |
| Résultat financier                       | 0             | 0             | N/A         |
| Produits exceptionnels                   | 0             | 0             | N/A         |
| Charges exceptionnelles                  | 0             | 0             | N/A         |
| Résultat exceptionnel                    | 0             | 0             | N/A         |
| Impôts sur les bénéfices                 | 0             | 0             | N/A         |
| <b>Résultat net comptable</b>            | <b>-1 792</b> | <b>-1 413</b> | <b>-21%</b> |

Au 31 décembre 2022, la SEM a dégagé un chiffre d'affaires de 0,08 M€.

Les charges sont principalement constituées :

- de charges de personnel pour 0,832 M€ (0,777 M€ en 2021), la SEM a un effectif de 11 personnes (ETP) au 31 décembre 2022 (contre 10 en 2021) ;
- de charges nécessaires à l'activité de 0,7 M€ ( contre 0,981 M€ en 2021).

Par conséquent, la perte de l'exercice de 1,4 M€ a pour effet de ramener les capitaux propres à 6,8 M€ :

| ACTIF (en K€)                 | 2021         | 2022         | Variation     | PASSIF (en K€)                  | 2021         | 2022         | Variation     |
|-------------------------------|--------------|--------------|---------------|---------------------------------|--------------|--------------|---------------|
| CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE   | 0            |              | 0             | CAPITAL                         | 10 000       | 10 000       | 0             |
| Immobilisations incorporelles | 4            | 3            | -2            | Réserves / Rep à nouveau / Subv | 0            | -1 793       | -1 793        |
| Immobilisations corporelles   | 35           | 33           | -2            | Résultat de l'exercice          | -1 793       | -1 412       | 381           |
| Immobilisations financières   | 0            | 0            | 0             | CAPITAUX PROPRES                | 8 207        | 6 795        | -1 412        |
| ACTIF IMMOBILISE              | 40           | 36           | -4            | FONDS DEDIES                    | 0            | 0            | 0             |
| Stocks                        | 0            | 0            | 0             | PROVISION RISQUES & CHARGES     | 3            | 9            | 6             |
| Créances exploitation         | 205          | 468          | 262           | Dettes financières              | 0            | 0            | 0             |
| Disponibilités                | 8 181        | 6 603        | -1 578        | Dettes d'exploitation           | 219          | 311          | 91            |
| Charges constatées d'avance   | 7            | 8            | 1             | Dettes divers                   | 3            | 0            | -3            |
| ACTIF CIRCULANT               | 8 394        | 7 079        | -1 315        | TOTAL DETTES                    | 223          | 311          | 88            |
| <b>TOTAL BILAN</b>            | <b>8 433</b> | <b>7 115</b> | <b>-1 318</b> | <b>TOTAL BILAN</b>              | <b>8 433</b> | <b>7 115</b> | <b>-1 319</b> |

En 2023, la Commission Permanente (CP) du 7 juillet 2023 a approuvé la réduction de capital de la SEM Croissance Verte de 2 100 000 € pour le porter de 10 000 000 € à 7 900 000 € par voie de rachat auprès des actionnaires minoritaires (départements, métropoles et syndicats) en vue de leur annulation de 2 100 actions d'une valeur nominale de 1 000 €, au prix unitaire de 1 000 € par action.

La Région a provisionné en 2022 les titres de la SEM Croissance Verte à hauteur de 0,9 M€ (sa quote-part dans la perte de 2021).

## 5.7. Annexe 1 – Liste des 55 Entités liées

| Statuts     | Entités liées   | Secteur                   |
|-------------|---|---------------------------|
| SPL         | SPR des Pays de la Loire  | Développement économique  |
| SPL         | SPR Abbaye de Fontevraud  | Culture                   |
| SPL         | SAMOA : société d'aménagement de la métropole ouest atlantique                | Aménagement du territoire |
| SPL         | SPL Loire Atlantique développement  | Tourisme et événementiel  |
| SPL         | SPL le Voyage à Nantes  | Tourisme et événementiel  |
| SPL         | SPL Cité Nantes Events Center   | Tourisme et événementiel  |
| SPL         | SPL Destination Bretagne Sud  | Tourisme et événementiel  |
| SPL         | SPL saint Nazaire Agglomération Tourisme                                      | Tourisme et événementiel  |
| SPL         | SPL Océan Marais de Monts Tourisme  | Tourisme et événementiel  |
| SPL         | SPL Pornichet Destination   | Tourisme et événementiel  |
| SPL         | SPL Moutierois Talmondais Tourisme = SPL Vendée grand littoral                | Tourisme et événementiel  |
| SPL         | SPL Angers Loire Tourisme Expo Congrès (ALTEC)                                | Tourisme et événementiel  |
| SPL         | SPL Evasion Tranche Sur Mer   | Tourisme et événementiel  |
| SEM         | SEM régionale des Pays de la Loire  | Développement économique  |
| SEM         | SAEML Vendée  | Tourisme et événementiel  |
| SEM         | SAEML Alter Eco   | Aménagement du territoire |
| SEM         | SEM Laval Mayenne Aménagement   | Aménagement du territoire |
| SEM         | SEM Loire Atlantique Développement - SELA                                     | Aménagement du territoire |
| SEM         | SEM Le Mans Basket  | Tourisme et événementiel  |
| SEM         | SEM Croissante verte  | Environnement             |
| GIE         | GIE Solution & Co   | Développement économique  |
| GIE         | GIE Fontevraud  | Culture                   |
| SM          | Orchestre National des Pays de la Loire (ONPL)                                | Culture                   |
| SM          | Syndicat mixte Gigalis  | Numérique                 |
| SM          | syndicat mixte pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche (SMIDAP) | Environnement             |
| SM          | syndicat mixte aménagement promo technopole Mans (SMAT)                       | Aménagement du territoire |
| SM          | syndicat mixte parc naturel régional marais                                   | Environnement             |
| SM          | syndicat mixte parc naturel régional Loire Anjou Touraine                     | Environnement             |
| SM          | syndicat mixte parc naturel régional de Brière                                | Environnement             |
| SM          | syndicat mixte parc naturel Normandie Maine                                   | Environnement             |
| SM          | syndicat mixte Angers Nantes Opéra  | Culture                   |
| SM          | syndicat mixte 24H du Mans  | Culture                   |
| SM          | syndicat mixte Anjou Numérique  | Numérique                 |
| SM          | syndicat mixte Atlanpole  | Développement économique  |
| SM          | syndicat mixte établissement public Loire                                     | Environnement             |
| SM          | Syndicat mixte Mission Val de Loire   | Tourisme et événementiel  |
| SM          | Syndicat mixte de transport d'hydrocarbure vers les îles                      | Transports                |
| EP          | Etablissement Public Grand Port Maritime Nantes-Saint-Nazaire                 | Port maritime             |
| EP          | EPCC le Pont Supérieur  | Culture                   |
| GIP         | GIP Carif-Oref  | Formation professionnelle |
| GIP         | GIP Centre Vendéen de Recherches Historiques                                  | Culture                   |
| SAS         | SAS Solution Immo Tourisme  | Tourisme et événementiel  |
| SAS         | SASU Fontevraud Resort  | Culture                   |
| SAS         | SAS Accoustinov   | Aménagement du territoire |
| SAS         | SAS Imoce   | Aménagement du territoire |
| SAS         | SAS Pays de la Loire Participation (PLP)                                      | Développement économique  |
| SCI         | SCI Anjou Immo Eco  | Aménagement du territoire |
| Association | Centre culturel de l'Ouest (CCO)  | Culture                   |
| Association | Comité des Œuvres Sociales (COS)  | Social                    |
| Association | Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC)                                      | Culture                   |
| Association | Association 303   | Culture                   |
| Association | Association Air Pays de la Loire  | Environnement             |
| Association | Association Grand Littoral Atlantique - AGLIA                                 | Environnement             |
| Association | Maison Julien Gracq   | Culture                   |
| Association | Association Laval Mayenne Technopole  | Développement économique  |